

République Française Liberté-Egalité-Fraternité

DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1981

Jean CABANNE

SUPPLEANT : Francis GALIZI

UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ



Chère Madame, Chère Mademoiselle, Cher Monsieur,

Les élections à l'Assemblée Nationale du 14 et 21 juin seront les plus décisives de l'histoire de la Vème République. Leur caractère brusqué en souligne encore la gravité.

Deux options s'ouvrent aujourd'hui devant nous :

— Ou bien les Français éliront une majorité de députés socialo-communistes et nous aurons pour cinq ans un gouvernement collectiviste (avec des ministres communistes),

— Ou bien nous choisirons une nouvelle Majorité, orientée vers le changement, acceptant de travailler avec le nouveau Président, mais dans le cadre de nos libertés et pour une société d'hommes et de femmes responsables.

Je suis entré dans la vie publique il y a 15 ans pour soutenir l'action du Général de Gaulle. De ce fait, je suis particulièrement attaché à la Constitution et au respect des prérogatives du Président de la République. Mais je sais aussi que le Gouvernement conduit la politique de la Nation et que ce Gouvernement est le reflet de la majorité élue à l'Assemblée Nationale.

Dans la deuxième circonscription des Alpes de Haute-Provence le collectivisme est représenté par deux candicats :

— L'un, désigné par le Parti Communiste, est issu de la tradition la plus ancienne et la plus autoritaire de ce parti.

— L'autre, issu de l'appareil du P.S., a été imposé par l'état-major parisien de son parti, aux élus du Département.

Dans cette élection, je représente d'abord le courant largement majoritaire de toutes celles et de tous ceux qui veulent le changement pour le progrès, mais le veulent dans la liberté.

Les deux grandes familles de la majorité sortante m'ont donné leur appui. Je me réclame de de la tradition républicaine de notre région et de tous ceux qui pensent que la France doit être gouvernée au Centre, à l'abri des extrêmismes. Mais j'ai surtout démontré, depuis douze ans, mon attachement à ce qui fait la vie et la personnalité des Alpes de Haute-Provence.

A 49 ans je suis aujourd'hui l'un des huit plus anciens conseillers généraux du département. Je représente un canton rural, situé au pied de la montagne de Lure, qui m'a élu pour la première fois il y a plus de douze ans. Ces années d'expérience, je les ai passées au contact des maires et des conseillers municipaux des petites communes, avec les éleveurs et les agriculteurs qui maintiennent la vie sur un terroir difficile ; avec tous ceux qui travaillent, salariés et professions indépendantes, pour un revenu inférieur à la moyenne nationale ; avec les retraités, les personnes âgées ou isolées. Tous m'ont fait comprendre la réalité sociale et humaine de nos campagnes. Je saurai les défendre dans leurs revendications matérielles, dans leurs espoirs d'avenir et aussi dans leur besoin de sécurité.

Maire de Manosque de 1971 à 1977 et de nouveau depuis 1980, j'administre la ville la plus peuplée et la plus active du département. Au cours de ces années de gestion municipale, j'ai rencontré des hommes et des femmes appartenant à toutes les catégories sociales, qu'ils soient salariés de l'industrie ou du secteur public, ouvriers, employés ou cadres, petites entreprises, familles nombreuses, femmes, jeunes à la recherche d'un emploi, rapatriés, travailleurs indépendants : je connais leurs problèmes ; ce qu'ils espèrent ; ce qu'ils veulent.

Les électrices et les électeurs de la deuxième circonscription ne s'y sont pas trompés puisqu'ils m'ont chaque fois accordé plus de suffrages. Ceux du canton de Saint-Etienne-les-Orgues également, en m'élisant trois fois dès le premier tour. Ceux de Manosque en me rappelant à la mairie, l'été dernier, après trois ans d'expérience malheureuse "d'Union de la Gauche" (!)

Si vous me faites l'honneur de me désigner à l'Assemblée Nationale, je n'irai pas m'y comporter en opposant systématique. Moi aussi je souhaite l'amélioration du pouvoir d'achat, le relèvement des bas salaires. Mais je veux que ces avantages ne soient pas dévorés quelques mois après par l'inflation et je n'oublie pas non plus les rémunérations intermédiaires dont le revenu doit être préservé. Je souhaite également le relèvement des allocations familiales, l'amélioration des aides au logement, l'accroissement du minimum vieillesse. J'ai soutenu jusqu'ici toutes les actions gouvernementales qui sont allées dans ce sens mais je crains aussi la hausse des prix qui viendrait en peu de temps annuler tous ces avantages.

Il faut créer des emplois dans les Alpes de Haute-Provence. Les petites et moyennes entreprises doivent être défendues contre les excès de la nouvelle bureaucratie qu'on veut nous préparer. Les grands équipements nécessaires au développement de cette région doivent être financés, conformément aux plans prévus.

Les agriculteurs des Alpes de Haute-Provence se sentent abandonnés : ceux de la vallée de la Durance, mais plus encore ceux des plateaux de Forcalquier et de Riez-Valensole, comme ceux de la montagne dans l'arrondissement de Castellanne, ou la vallée de Jabron. Tour à tour le mouton, puis le lavandin et même les céréales ont connu des difficultés de commercialisation qui ne sont pas résolues. La menace de la concurrence espagnole et portugaise, dont l'entrée dans le Marché Commun avait été reportée, revient aujourd'hui au premier plan.

A ces problèmes il n'y a pas de solution collectiviste viable. Les nationalisations ne changeraient pas en mieux le sort des salariés bas-Alpins. L'étatisation du crédit serait une contrainte supplémentaire pour les artisans et les commerçants. Les offices fonciers sont une menace directe pour la propriété privée. Le désordre monétaire et l'inflation en s'aggravant, confisqueraient les économies de tous ceux qui ont consacré leur vie au travail.

Chacune et chacun d'entre vous comprend clairement que derrière les promesses de mes adversaires et la façade trompeuse du gouvernement temporaire, se profile déjà l'ombre des déceptions.

Il faut donc à la France, une majorité nouvelle ouverte au progrès et aux améliorations quotidiennes, attachée à défendre notre cadre de vie qui va de la protection de la nature à celle de nos libertés.

Tel est le sens de ma candidature.

Responsable départemental et communal, préparé par mon expérience professionnelle à connaître, analyser et résoudre les problèmes du pays, j'ai apporté aussi la preuve de mon indépendance de jugement et de pensée. C'est dans cet esprit que je vous représenterai au Parlement de la République.

JEAN CABANNE

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit
Ancien Elève de l'Ecole Nationale d'Administration
Administrateur civil du Ministère de l'Intérieur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Croix de la Valeur Militaire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire de Manosque
Conseiller Général des Alpes de Haute-Provence

Remplaçant éventuel : *Francis GALIZI*
Agent de maîtrise des industries chimiques
Maire de Peyruis

Vu, le candidat

impression 04 typo offset 04700 ORAISON